

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Congrès du Mans du Parti Socialiste

Questions à Gérard Filoche

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 23 octobre 2005

Démocratie & Socialisme

Questions à Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste, opposant de gauche, notoire, à la politique suivie par la direction Hollande. Professionnellement : inspecteur du travail réputé.

Utopie critique : Le prochain congrès du Parti socialiste constituera-t-il une étape majeure dans la recomposition d'une Gauche décidée à combattre radicalement la politique libérale, mondialisée, de régression sociale et politique ? On voudrait l'espérer. Toutes les mesures prises par Dominique Villepin : contrat d'embauche sans garantie d'emploi pendant deux ans, la gestion des autoroutes du sud mise sur le marché, la vente de la SNCF à un proche, liberté de répression laissée entre les mains de Sarkozy qui s'en va à la chasse aux pauvres, en particulier l'expulsion des mêmes des logements « insalubres », sans les reloger, montrent, entre autres, qu'il n'y a qu'une feuille de papier à cigarettes entre ce gouvernement et Raffarin. Dans la chasse aux immigrés, par exemple, tout est fait pour diviser les travailleurs. Le regroupement familial est combattu alors qu'il était reconnu. Le certificat de dix ans a été changé au profit d'une autorisation de travail d'un an, sans cotisation à retraite, et sans prolongation plus longue qu'un renouvellement d'un an, « tu n'as droit qu'à une autorisation d'un an, donc je ne peux te donner qu'une nouvelle autorisation d'un an ! » Le mépris n'a pas de bornes.

Quelle ligne de combat contre cette politique pourrait être adoptée par le congrès socialiste ?

L'opposition du Parti socialiste à cette politique ultra-libérale dominante depuis le 21 avril 2002, manque d'analyse, de force et de contre-propositions.

Elle manque d'analyse : la droite actuelle est différente dans la violence de ses attaques anti-sociales de toutes celles qui l'ont précédé au gouvernement depuis les lendemains de la 2^e guerre mondiale et le programme du C.N.R. Elle détruit systématiquement tous les éléments encore en place du Pacte républicain de ces soixante dernières années : les retraites, la Sécu, le Code du travail... Elle a détruit l'environnement juridique qui permettait de réduire la durée du travail vers les 35 h légales hebdomadaires. Elle a remis en cause la retraite à 60 ans et l'a allongé au-delà des 65 ans, en la soumettant à une baisse drastique du taux de remplacement calculés, après 40 annuités, sur les 25 meilleures années. Elle a ouvert la voie à la privatisation de la Sécu au profit des assurances « complémentaires » et cassé le principe de la santé accessible à tous (un euro par consultation, 18 euros par examen médical de plus de 91 euros, médicaments massivement déremboursés, suppression de l'Ame, de l'Apa...).

Ce sont aussi des dizaines de mesures qui défigurent le Code du travail, les droits des chômeurs, des fins de droits, des rmistes, et ceux des immigrés. Ils privatisent autoroutes, Sncm et Edf-GDF. Les salaires sont bloqués, le chômage a été encouragé par la facilitation des licenciements.

Satisfaction est donnée au Medef et à Mme Parisot qui pense que « la liberté s'arrête là où commence le Code du travail » et dont le programme est la précarité partout et pour tous - sauf pour les employeurs.

On ne sent pas cette analyse dominer au sein de la majorité du Parti socialiste ni dans la motion n°1 de François Hollande et Dominique Strauss-Kahn : parce que des gens comme DSK, Bernard Kouchner, Michel Rocard, qui en font partie, sont proches du « centre », de Blair, de Schröder, et considèrent qu'une partie de ces réformes de la droite sont inévitables dans nos sociétés mondialisées. Ils n'envisagent qu'un socialisme d'accompagnement du capitalisme existant et non une alternative de transformation sociale.

Cela donne moins de force à l'opposition frontale pourtant nécessaire face aux politiques successives des Chirac, Raffarin, Villepin, Sarkozy mises en oeuvre depuis trois ans.

Et cela se traduit par une absence de contre-propositions claires et populaires basées sur l'abrogation des lois Fillon, Douste-Blazy, Villepin, Larcher : retour à une retraite à 60 ans pour tous à taux plein, restauration d'une Sécu pour tous avec gratuité des soins, protection des droits des salariés face aux licenciements boursiers abusifs, de véritables 35 h hebdomadaires pour toutes et tous, augmentation des salaires massive pour rattraper les reculs et favoriser relance et redistribution des richesses.

Jamais la France n'a été aussi riche et les profits n'ont atteint de tels records : mais ils redistribuent ces profits fantastiques aux seuls actionnaires, sans investir ni redistribuer aux salariés qui ont perdu autour de 10 points en faveur du capital. Le congrès du Ps des 9 et 18 novembre manquera son objectif de re-proposer une issue crédible à la gauche s'il ne fait clairement ces analyses et ces contre-propositions.

Contrairement au préjugé, qui veut que les travailleurs ont la mémoire courte, la défaite de la candidature de Jospin à l'élection présidentielle n'est pas oubliée. La déception entraînée par sa politique a été telle, à la mesure de l'espoir, que très peu dans la classe ouvrière le regrettent. Et, par exemple, l'attitude hypocrite du PS, qui n'a pas été capable de dire que s'il revenait au pouvoir il abolirait la nouvelle loi sur les retraites, imposée par la droite, n'encourage pas à le soutenir.

De plus, lorsque le Parti socialiste se présente, maintenant, comme le parti de « l'alternance », de ce fait ne confirme-t-il pas l'idée qu'entre lui et la droite il n'y a qu'une différence de personnel politique et confirme que nous sommes dans l'ère du « pareil au même ». Comme l'exemple en est fourni par Schröder qui est prêt à gouverner avec Angela Merkel de la CDU. Que dira le congrès pour remonter la pente ?

Mais bien sur que les électeurs, les salariés n'ont pas la mémoire courte ! En 2001, déjà aux municipales, ils avaient donné un avertissement à la gauche qui n'avait pas été entendu. Puis le 21 avril 2002, le centre de gravité de la gauche s'est déplacé à gauche, ce qui n'a pas permis au candidat socialiste, pour la première fois d'être au second tour.

Puis en 2003, il y a eu un magnifique et long combat pour défendre les retraites contre Fillon : 5 fois plus de jours de grèves qu'en nov-déc 95, 11 journées nationales enseignantes, 9 journées nationales interprofessionnelles, 140 jours de combat du 1er février au 23 juin, 4 journées de plus de 2,2 millions de manifestants, et au bout du compte 66 % des Français étaient encore contre la réforme que Fillon faisait passer en force obstinément.

Alors en 2004, il y a eu un « effet différé » de 2003, avec 7 % de votants en plus, 51 départements à gauche pour la première fois depuis 1789, 19 régions sur 20 à gauche, et le 13 juin 30 % des voix pour le parti socialiste, une majorité pour la gauche...Il n'y a pas de « zapping » électoral : les Français sont majoritairement antilibéraux et le répètent, quand la gauche n'est pas assez à gauche ils le disent, quand c'est la droite qui les attaque, il la rejette.

Enfin, il y a eu la splendide rébellion du « non » du 29 mai, qui était d'abord un « non » de gauche, antilibéral, social, pro européen... Tout cela représente « l'environnement » de ce congrès socialiste : alors qu'en interne 58 % des militants sont censés avoir voté « oui », dans l'électorat socialiste, 59 % ont voté « non ». Il y a une légitimité « externe » contre une légitimité interne fort discutable : car comment expliquer que le vote interne du 1er décembre 2004 pour le « oui » ait pu être contredit ainsi à gauche ? Là où les fédérations socialistes les plus puissantes (Pas de Calais, Bouches du Rhône, etc..) avaient voté « oui » à 65 %, les électeurs socialistes ont voté « non » à 75 %... Soit le vote interne était insincère, soit cela veut dire que là où les socialistes sont plus forts, ils sont plus désavoués qu'ailleurs !

Alors « l'appareil » s'interroge, les élus s'ils veulent être ré élus ne veulent pas s'afficher « ouiiistes », il faut changer. La direction arrive donc devant le congrès comme un facteur d'insécurité, sa légitimité est discutée, elle ne garantit plus l'avenir : si Hollande continue, ou va le Ps se demandent même les majoritaires ! Le changement de direction paraît même plus sur...

Comment se présentent les différents courants de contestation face à l'appareil du parti dirigé par François Hollande, face à Dominique Strauss-Kahn, à François Rebsamen, et consorts ? Quelles sont leurs grandes lignes ? Présentent-ils seulement quelques revendications quantitativement plus radicales ou une véritable perspective alternative de pouvoir ?

La majorité de la motion 1 est divisée : elle a 8 candidats aux présidentielles. Entre François Hollande et Dominique Strauss-Kahn, la guerre s'est ouverte : faut-il augmenter la Tva, impôt injuste pour financer la protection sociale ? L'un dit « oui », l'autre dit « non ». Et cela s'est transformé en pugilat. Pierre Moscovici, soutien de Dsk, approuve la « grande coalition » en Allemagne, refusant la majorité rouge rose verte qui y existe. Il y a une forte poussée droitière en ce sens autour de Dsk, de Rocard, de Kouchner. Mais François Hollande signe, pour soutenir manifestants et revendications sociales du 4 octobre, un communiqué Ps, Pcf, Verts, Lcr qui a une allure de programme commun. Cela rend les autres mécontents. Alors où vont-ils ? Les uns admirent Blair et Schröder, les autres prétendent « continuer » Jospin, qui, lui-même, peine à se situer au centre de ces pulsions contradictoires.

D'où le caractère peu attractif de la motion 1, et les « blancs » du texte (sur les 35 h, sur les licenciements, sur les retraites, sur l'Europe, sur les institutions...) attisent les hésitations. Il ne leur reste plus qu'un « patriotisme » de parti contre ceux qui auraient prétendument violer les règles militantes en faisant ouvertement campagne pour le « non » : respect et discipline, répètent-ils.

Laurent Fabius et ceux qui le soutiennent directement, a pris de l'ascendant grâce à son vote « non ». Il a été un opposant à la droite et au libéralisme plus conséquent. Ce « non » n'est pas jetable, il est durable. Mais cela ne suffit pas, comme un coup de baguette magique à lever les méfiances du passé, et les incertitudes du futur : Laurent Fabius a accumulé des hostilités et des rejets qui ne peuvent être levées d'un coup. Sa motion 2 conserve encore beaucoup d'ambiguïtés lorsqu'elle ne prend pas parti pour la retraite à 60 ans, pour un contrôle sur les licenciements, pour une loi pour de vraies 35 h, sur les questions du code du travail, des droits syndicaux, de la démocratie sociale, pour un Smic européen, etc. Il reste à les lever, à garantir une ligne de transformation sociale, car, pour beaucoup, il y a la crainte qu'une fois ré installé au manettes, Laurent Fabius ne revienne sur ses évolutions récentes. C'est peut être irrationnel, injuste, mais cela existe puissamment.

La motion 5 est celle de la gauche du Parti, elle rassemble Vincent Peillon, Arnaud Montebourg, Henri Emmanuelli, Marc Dolez, Jacques Généreux et moi-même. Cela assemble quantité de forces : la C6R, (convention pour la 6^e république, Arnaud Montebourg) NG,(Nouvelle gauche Benoit Hamon) NM (Henri Emmanuelli) FM, (Force militante Marc Dolez) D&S (Jean-Jacques Chavigné, Gérard Berthiot, Eric Thouzeau..) ... Elle est longue et un peu brouillonne, car elle a été co rédigée dans un processus de fusion entre toutes ces composantes : mais elle contient les analyses et les éléments de programme les plus avancés. Plus cette Gauche socialiste-là aura de voix, plus l'évolution du parti socialiste sera garantie. L'Europe sociale, la sixième république, un programme de redistribution des richesses sont dans cette motion-là...

Puisque débat sur le programme il y a, comment le conçois-tu ? Il y a l'exigence d'annuler immédiatement les lois réactionnaires sur les retraites, sur l'emploi, de s'opposer frontalement à l'abolition de l'ISF, à la baisse de la fiscalité frappant les profits, sur le modèle des états à fiscalité zéro, ou l'état est réduit à sa fonction répressive . Comment

articles-tu revendications immédiates et transformation des conditions de vie et d'avenir ? Quelle alternative à la "mondialisation" ?

Il faut une alternative pas une alternance, disons-nous dans la motion 5. Cela signifie s'appuyer sur les forces sociales, le mouvement syndical en premier, pour imposer une redistribution des richesses. D'abord par l'augmentation massive des salaires : c'est la hausse des salaires il faut aligner par la loi les minima conventionnels sur le Smic, il faut orienter la négociation collective de façon à ce que toutes les conventions collectives contiennent grilles de salaires et des métiers, régulièrement ré ajustées. Il faut arrêter les exonérations de cotisations sociales - sauf à faciliter des crédits d'impôt pour les petites entreprises de moins de 50 salariés qui appliquent le Code du travail et recrutent en passant à 35 h. Il faut une nouvelle loi sur les 35 h abaissant la durée maxima du travail quotidienne de 10 à 9 h, et hebdomadaire de 48 à 44 h, il faut deux jours de repos consécutifs, ainsi la flexibilité sera encadrée, et bloquée. Il faut limiter le nombre des heures supplémentaires et les rendre plus coûteuses que l'embauche. Il faut un nouveau type de contrôle sur les licenciements abusifs et boursiers. Il faut bloquer la précarité : pas plus de 5 % de Cdd ou d'intérim dans les entreprises de plus de 20 salariés, et l'Ipe (indemnité de précarité d'emploi) doit être de 15 %. Il faut pénaliser les entreprises qui ne respectent pas l'égalité des salaires hommes femmes. Il faut donner des droits nouveaux aux syndicats : avis conforme des comités d'entreprise sur des questions plus étendues, élections professionnelles le même jour dans chaque branche, élections tous les cinq ans à la fois aux prud'hommes et aux caisses de sécurité sociale avec financement des campagnes électorales, principe des accords majoritaires selon la représentativité syndicale, hiérarchie des sources de droit en partant de la loi, de « l'ordre public social » commun à tous. Il faut une sécurité sociale professionnelle digne de ce nom : un grand service public de la formation professionnelle continue. Il faut une politique pour encadrer la sous-traitance : responsabilité » entière des « donneurs d'ordre », alignement des sous-traitants sur la convention collective du donneur d'ordre le temps de la mission, facilitation de la reconnaissance des unités économiques et sociales, des « groupes ». Il faut en revenir à la retraite à 60 ans, a la santé gratuite pour tous, renforcer l'Apa et la Cmu, reconstruire l'Ame (aide médicale aux étrangers), une couverture logement universelle. Il faut augmenter les minima sociaux en attendant la relance de l'emploi. Il faut une bataille en Europe : pour une réduction programmée et commune de la durée du travail, et la planification commune d'un Smic européen (arme double contre les délocalisations et contre Bolkestein). Il faut une révolution fiscale qui redonne la priorité à l'impôt républicain direct et progressif contre l'impôt indirect et proportionnel. Il faut abroger les lois Fillon, Douste-Blazy, Larcher, Raffarin (pseudo-décentralisation) Villepin. Il faut accroître les services publics dont le périmètre doit être : santé, école, énergie, transports, télécommunications, médias, eau, crédit...) ce qui veut dire protéger notamment les autoroutes et Edf-Gdf. Il faut de nouvelles institutions à dominante parlementaire, et non plus « présidentialistes » : avec notamment une interdiction du cumul des mandats et des élections à la proportionnelle, le droit de vote des immigrés. Tout cela se trouve dans la motion 5 et constitue un vrai programme d'alternative.

Notre perspective pour ce congrès, c'est d'obtenir le 9 novembre un vote des militants, qui, additionnant les voix de la motion 2 et de la motion 5 puisse permettre une « majorité alternative ancrée à gauche ». Lors du congrès du 18 novembre dans ce cas, une alliance des militants et délégués des motions 2 et 5 changerait la donne. Elle doit se faire avec une clarification et, selon nous, cela implique que la motion 2, encore insuffisante dans son contenu, avance.

Il ne faut pas inverser l'ordre des choses : politique d'abord ! Une fois que nous aurons un « projet » de gauche, la question du candidat sera facilitée. Elle le sera d'autant plus, si le « projet » politique est anti-présidentaliste.

J'ajouterai, à titre plus personnel, que je suis favorable à un « candidat unique de la gauche » dès le premier tour. Je sais, ça surprend, ça laisse incrédule, c'est difficile, cela heurte des sensibilités et préjugés, et aussi des intérêts légitimes. Mais il y aura bien, forcément, nous l'espérons tous, un candidat unique de la gauche

au deuxième tour : ne vaudrait-il pas mieux chercher à le désigner, ensemble, avant, sur la base d'un programme commun ? Un tel candidat serait davantage « tenu » qu'un candidat qui se serait imposé par le seul jeu électoral de la V^e République !

Je ne crois pas à un candidat commun de la « gauche de la gauche », je redoute une division comme en Allemagne. Nous militons pour ne pas laisser le Ps aux sociaux-libéraux, car si ceux-ci mettent totalement la main dessus, c'est toute la gauche qui y perdra et cela fera le jeu de la droite en France, comme en Allemagne. Donc, nous voulons l'unité du Ps avec toutes les autres forces de gauche sans exclusives. Des états généraux » de toute la gauche, de haut en bas, sont nécessaires, un programme commun est nécessaire (la motion 5 en donne les éléments et en trace la perspective).

S'il y a programme commun, pourquoi pas un candidat commun ? Ceux qui redoutent ou se méfient de Laurent Fabius et lui demandent des garanties devraient y réfléchir : mieux vaut l'avoir comme candidat commun dans un cadre unitaire, que par jeu d'appareil, par défaut, pur mécanisme institutionnel. Car ceux-là seraient « obligés » de voter pour lui au second tour pour battre la droite, sans avoir pour autant de garanties politiques de sa part.

Quel rassemblement faut-il créer pour changer radicalement les rapports de forces à l'échelle nationale et internationale face à la guerre, face à l'Omc, face à l'impérialisme ? En effet, selon nous, il faut penser loin pour retrouver une perspective historique et pas seulement des avantages sociaux de court terme qui peuvent être remis en question.

Il faut que l'Oit dispose de pouvoirs de sanctions comme l'Omc. Il faut qu'Omc et Oit travaillent en parité de façon à rendre le droit du travail constitutif du prétendu « droit de la concurrence ». Les organisations comme l'Oms (santé) et un Ome (environnement) devraient disposer aussi de pouvoirs et de sanctions. Ces différents organismes devraient disposer de droits, devoirs et obligations complémentaires au lieu que ce soit les seules Omc, Fmi et Bm qui dirigent. Voilà la piste d'une autre gouvernance mondiale qui donne un autre cadre à l'Onu.

Revalorisons d'abord l'Oit qui existe, rédige et signe des conventions, battons nous pour les faire respecter, les améliorer, les renforcer : c'est crédible de procéder ainsi dans l'actuel rapport de force international pour contrer le tsunami ultra libéral qui déferle sur la planète. Voilà un programme de transition pour la « révolution socialiste mondiale » à laquelle vous aspirez.

Gérard Filoche, le 21 octobre 2005